

BOLIVIE : LA BETE IMMONDE EST DE RETOUR.

Maïté Pinero

Jamais, dans sa carrière de journaliste, Tom Philips, n'avait vécu cela. Arrivé à El Alto, près de La Paz, le lendemain du massacre devant la raffinerie de Senkara, le correspondant du « Guardian » en Amérique Latine a été accueilli par les applaudissements d'une haie d'honneur. L'image circule sur les réseaux sociaux. Elle cloue aux piloris les grands médias.

Deux jours après le coup d'Etat, le « ministre de gouvernement » Arturo Murillo et sa ministre des communications, annonçaient que les journalistes « séditieux » seraient arrêtés, leurs noms publiés. Le jour même, tous les journalistes et techniciens argentins étaient agressés par les « comités civiques de Santa Cruz », les milices fascistes. Ils étaient contraints de se regrouper puis de se réfugier à l'hôtel avant d'être exfiltrés par leur ambassade.

TéléSUR a pu émettre pendant quelques jours, ses reporters sur le terrain (Marco Terrugi et Willy Morales), multipliant les précautions, parlant de « gouvernement de facto » tandis que, dans les studios, le présentateur évoquait clairement « le coup d'Etat ». La chaîne a informé sur les massacres à Cochabamba puis à Senkara. Après les derniers reportages, celui à l'hôpital d'El Alto où l'on entend des cris de douleur, où l'on voit des cadavres, où un médecin désespéré, Aiver Guarana, arrêté depuis, pleure devant la caméra, les transmissions ont été coupées.

A Senkara, en direct de la tuerie, un journaliste latino-américain se désolait: « Nous sommes deux. Où est la presse internationale ? » Il filmait le massacre. Depuis, il se cache parmi la population d'El Alto.

De nouveaux « journalistes » sont apparus. Ils portent des masques et des casques estampillés « prensa ». Sur une vidéo, ils agressent un étudiant en cinéma et documentaire qui leur lance : « Je fais le travail que la presse ne fait pas ». Les prétendus « journalistes » le désignent aux policiers qui l'arrêtent aussitôt.

Les médias français et européens sont absents. Un rideau de fer médiatique s'est abattu sur le pays. La fédération internationale des journalistes, le SNJ et le SNJ-CGT ont eu beau dénoncer le coup d'Etat, silence !

A l'exception de « l'Humanité », la presse censure la tragédie : pas un mot ou presque sur la maire indigène enduite de peinture rouge et tondue, pas un mot sur les paysans conduits au bord d'une lagune, forcés de s'agenouiller puis emmenés vers une destination inconnue, pas un mot ou presque sur l'incendie et le pillage des maisons d'Evo Morales, de sa sœur, des élus et responsables du MAS, le parti politique du président, pas un mot ou presque sur la répression des manifestants, partis jeudi d'El Alto avec leurs martyrs dont les cercueils ont été abandonnés dans les rues, sous les tirs.

Les riches blancs donnent libre cours au racisme et à leur soif de vengeance: ils ne supportaient pas qu'un indien, un Aymara, nationalise les richesses du pays pour créer des écoles et des universités, rendre la santé gratuite, donner des pensions de retraite, pour réduire de moitié la pauvreté, le chômage et l'analphabétisme. Et donne à la majorité du pays, les « peuples premiers », leur place dans la société et au pouvoir. A commencer par leur drapeau, la Wiphala, dont le nom qui signifie la victoire qui ondoie, était le second drapeau du pays. Du jamais vu.

Français et européens, vous ne saurez rien de la tragédie. Editorialistes et « experts » patentés sont de sortie. Au mieux vous aurez un débat : c'est un coup d'Etat ou de la barbe à papa ?

La vérité, obstinée et sanglante, fait son chemin. Ce coup d'Etat a suivi le scénario du « Golpe Blando » (Lawfare) élaboré par Gene Sharp, théoricien de la CIA.

La vérité ? Les accusations de fraude aux élections sont un montage de la droite et de la CIA.

La vérité ? L'Organisation des Etats Américains (OEA), « ministère des colonies », financé à 60 % par les Etats-Unis, a joué le rôle déclencheur du coup d'Etat. Deux centres d'études, dont le Center For Economic And Policy Research de Washington, ont critiqué le rapport de l'OEA affirmant que même

si les votes contestés étaient reportés sur la liste de l'opposition, Evo Morales arriverait largement en tête.

La censure prolonge l'implication de l'Union européenne et de la France. Le Parlement européen a refusé d'inscrire le terme de « coup d'Etat » dans l'ordre du jour du débat sur la situation en Bolivie. Fédérica Mogherini, responsable de la politique étrangère de l'UE, a reconnu le putsch en arguant de la nécessité d'éviter « le vide du pouvoir ».

Depuis, le représentant de l'UE, Léon De La Torre, se trouve au chevet de la dictature. André Chassaigne, député communiste, a adressé une question écrite au gouvernement lui demandant si les interventions de l'UE et de la France ont pour but « de participer et aider au rétablissement d'un état de droit ou de faire pression sur les élus majoritaires pour qu'ils se soumettent ». Il lui réclame « d'informer immédiatement la représentation nationale sur le sens réel, le contenu et les démarches effectuées par la France et l'Union Européenne en Bolivie ».

Quant à l'Administration Trump, organisatrice en coulisse du coup d'Etat, elle laisse ses complices faire le sale boulot.

Dénigrés et menacés, les députés et sénateurs du MAS, majoritaires à 70% à l'Assemblée plurinationale, ont voté pour de nouvelles élections que l'UE, compromise dans la reconnaissance du coup d'Etat, était pressée de pouvoir d'annoncer. Quelles garanties alors que l'armée ratisse les campagnes pour y semer la terreur ? Que les arrestations et les disparitions se multiplient ?

A l'Assemblée, l'intervention de Sonia Brito, porte-parole du Mas, dont la gestuelle traduit la véhémence, a été censurée sur Tweeter. Au Sénat, sa collègue, dans une déclaration alambiquée et précipitée, souligne : « Des medias annoncent que le groupe radical aurait pacté avec l'opposition. C'est faux. Ceci n'est pas un pacte.... Je ne vais pas contredire la couverture du gouvernement de transition. (...) Je ne pense pas qu'un gouvernement de transition expulse ses concitoyens, cause 32 morts, plus de 780 blessés, arrête plus de mille personnes, accuse les journalistes de sédition ».

Les putschistes menaçaient de promulguer lundi un décret pour annoncer le nouveau scrutin si le Parlement n'acceptait pas leurs conditions.

Quelles conditions ? Il suffit de voir le cabinet fantoche faisant le signe du WP (white power) de la «suprématie blanche » lors de leur prestation de « serment » pour comprendre leur objectif : installer durablement un régime raciste et fasciste.

« Si nous laissons passer ce qui se passe en Bolivie, cela risque de se passer partout » a déclaré José Luis Zapatero, ex président espagnol. L'avertissement rappelle celui lancé par les antifascistes, les artistes et intellectuels des années trente. Le voile noir médiatique, le silence des élites, le rôle de l'UE, nous préparent des lendemains cauchemardesques car c'est de nous qu'il s'agit aussi. La bête immonde est de retour. L'histoire enseigne qu'il est impossible de l'appivoiser.